

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 20 décembre 2022

Nos réf. : SAU/PFM/MT n° 22-498

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

CHAZELLE A. Etablissements

ZI des Vignettes
22, Rue de la Douane
10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0005702404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 septembre 2022 dans l'établissement CHAZELLE A. Etablissements implanté ZI des Vignettes 22, Rue de la Douane 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAZELLE A. Etablissements
- ZI des Vignettes 22, Rue de la Douane 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0005702404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société CHAZELLE (SUEZ) exploite des installations de tri transit regroupement de déchets non dangereux et ultimes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action régionale TTR

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--|---|--|---|-----------------------|
| 1 | Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5) | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er | / | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |
| 2 | Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5) | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2 | / | Lettre de suite préfectorale | 2 mois |
| 7 | Installations électriques | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10 | / | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------------------|--|--|-------------------|
| 3 | Procédure d'admission | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III a et b | / | Sans objet |
| 4 | Entreposage des déchets | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV alinéa 1 | / | Sans objet |
| 5 | Gestion des anomalies à l'admission | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III c et d | / | Sans objet |
| 6 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées fait état de non-conformités mineures et imprécisions que l'exploitant devra adresser dans un délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Registres de déchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. |
| Constats : Par sondage le registre des déchets <u>entrants</u> a été contrôlé. Ce registre est informatisé. Le registre des déchets ne mentionne pas les numéros SIRET. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : L'inspection des installations classées propose à Mme la Préfète d'effectuer une lettre de suite pour inviter l'exploitant à modifier son registre de déchets <u>entrants</u> de manière à faire apparaître les numéros SIRET sous un délai de 3 mois |

N° 2 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Registres de déchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. |
| Constats : Par sondage le registre des déchets <u>sortants</u> a été contrôlé. Ce registre est informatisé. Le registre des déchets ne mentionne pas les numéros SIRET. L'inspection des installations classées propose à Mme la Préfète d'effectuer une lettre de suite pour inviter l'exploitant à modifier son registre de déchets sortant de manière à faire apparaître les numéros SIRET dans un délai de 3 mois |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : L'inspection des installations classées propose à Mme la Préfète d'effectuer une lettre de suite pour inviter l'exploitant à modifier son registre de déchets <u>sortants</u> de manière à faire apparaître les numéros SIRET sous un délai de 3 mois |

N° 3 : Procédure d'admission

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III a et b |
| Thème(s) : Autre, Contrôles à l'admission |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation. a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant tient à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement. b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination. |
| Constats : Les déchets sont entreposés sur l'aire d'attente en place. Une procédure d'acceptation préalable est en place. L'établissement n'effectue pas de contrôle de radioactivité car ne dispose pas d'un dispositif de détection sur site imposé par arrêté préfectoral. Un contrôle visuel est effectué avec prise de photos du chargement. Un accusé de réception avec bon de pesée est délivré au chauffeur. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Entreposage des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV alinéa 1 |
| Thème(s) : Autre, Identification des différents Entreposages |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : IV. - Entreposage des déchets Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). |
| Constats : Les aires de stockage sont délimitées suivants le type de déchets. Un panneau indique le bâtiment ainsi que le type de d'opération et/ou de déchet présent. Les zones sont séparées par des murs et /ou tracées au sol. Les constats effectués le jour de la visite n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Gestion des anomalies à l'admission

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III c et d |
| Thème(s) : Autre, Procédure de refus |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser. d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant : - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet. Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé. Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article. |
| Constats : Par sondage, un agent réceptionnant les déchets a été interrogé sur la procédure de réception des déchets. Celui-ci connaissait les réflexes à adopter en cas de non-conformité. Une photo des chargements est prise par l'opérateur, conformément à la procédure interne. La procédure interne prévoit la possibilité de déclasser un déchet censé être valorisable en déchet ultime. L'exploitant déclare que si un déchet dangereux est présenté, l'apporteur récupère le déchet, immédiatement si c'est un apporteur direct, ou dans les plus brefs délais autrement. Une trace du déclassement ou du refus est conservée dans le logiciel interne de l'exploitant. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 |
| Thème(s) : Autre, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ol style="list-style-type: none">1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p> |
| <p>Constats : L'inspection des installations classées a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none">- la présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours ;- la présence de plans de bâtiments, avec descriptions des dangers associés ;- la présence d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ;- la présence d'une réserve de sable meuble ou matériaux assimilés et des pelles (pas transmission d'une photo)- la présence du rapport de contrôle datant de moins d'un an d'un rapport de vérification des extincteurs notamment. <p>Par sondage, un RIA a été testé par un opérateur. Celui-ci était fonctionnel.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10 |
| Thème(s) : Autre, Installations électriques et mise à la terre |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur. |
| Constats : Le rapport Q18 a été vérifié, l'exploitant déclare que l'unique non-conformité, en l'occurrence la présence de poussières ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires a été résolu par la maintenance. A noter que cette problématique apparaît comme « danger déjà signalé » dans le rapport. L'exploitant ne garde pas trace de la résolution de cette non-conformité. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de formaliser à l'écrit les remédiations aux non-conformités, avec a minima l'inscription sur un document du jour de la remédiation, la personne ayant effectué l'opération et un émargement. L'exploitant transmettra une procédure interne dans ce sens dans un délai de 3 mois, avec une confirmation que les remédiations mentionnées dans le dernier Q18 ont été effectuées. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 3 mois |